

La vérité sur le Venezuela : une révolte des classes aisées, pas une « campagne de terreur » (The Guardian)

26 mars 2014

La rhétorique de John Kerry est déconnectée de la réalité sur le terrain, où la vie continue - même sur les barricades



Mark WEISBROT

Une manifestante pose pour la photo, sur la place Altamira à Caracas. Photo : Jorge Silva / Reuters

Les images forgent la réalité et octroient un pouvoir à télévision et aux vidéos et même aux photos qui peuvent s'enfoncer profondément dans la conscience des gens sans même qu'ils s'en rendent compte. Moi aussi j'ai pensé que j'étais à l'abri de ces représentations répétitives du Venezuela comme un état défaillant pris dans les affres d'une révolte populaire. Mais je ne m'attendais pas à ce que j'ai vu à Caracas ce mois-ci : combien peu de la vie quotidienne semble être affectée par les manifestations et combien la normalité prévalait dans la grande majorité de la ville. Moi aussi, j'avais été happé par les images des médias.

De grands médias ont déjà indiqué que les pauvres du Venezuela n'ont pas rejoint les protestations de l'opposition de droite, mais c'est un euphémisme : ce ne sont pas seulement les pauvres qui s'abstiennent - à Caracas, c'est pratiquement tout le monde à l'exception de quelques zones riches comme Altamira, où de petits groupes de manifestants se livrent à des batailles nocturnes avec les forces de sécurité, jetant des pierres et des bombes incendiaires et fuyant les gaz lacrymogènes.

En marchant dans le quartier de la classe ouvrière de Sabana Grande au centre de la ville, il n'y avait aucun signe que le Venezuela est en proie à une « crise » qui nécessite une intervention de l'Organisation des États américains (OEA), et peu importe ce que John Kerry vous raconte. Le métro fonctionnait normalement aussi, même si je n'ai pas pu descendre à la gare d'Alta Mira, où les rebelles avaient établi leur base d'opérations avant leur expulsion cette semaine.

J'ai eu mon premier aperçu des barricades à Los Palos Grandes, une zone de revenus supérieurs où les manifestants ont le soutien populaire, et où les voisins s'en prennent à ceux qui tentent de démonter les barricades - une opération risquée (au moins quatre personnes ont apparemment été abattues en tentant de le faire). Mais même ici, sur les barricades, la vie est à peu près normale, à part quelques embouteillages. Le week-end, le *Parque del Este* était plein de familles et de coureurs en sueur dans la chaleur étouffante - avant Chávez, on m'a raconté qu'il fallait payer pour y entrer, et les résidents ici étaient déçus quand les moins bien lotis ont été autorisés à entrer gratuitement. Le soir, les restaurants sont toujours pleins.

Voyager permet plus qu'une simple vérification de la réalité, bien sûr, et j'ai visité Caracas principalement pour recueillir des données sur l'économie. Mais je suis revenu très sceptiques quant aux récits rapportés chaque jour dans les médias et selon lesquels les pénuries croissantes de produits alimentaires de base et des biens de consommation sont une motivation sérieuse pour les manifestations. Les gens qui sont les

plus incommodés par ces pénuries sont, bien sûr, les pauvres et les classes ouvrières. Mais les habitants de *Los Palos Grandes* et *Altamira*, où j'ai vu de véritables manifestations, ont des serviteurs qui font la queue pour eux et ils ont les moyens et l'espace pour faire des stocks.

Ces gens-là ne souffrent pas - ils s'en sortent très bien. Leur revenu a augmenté à un rythme constant depuis que le gouvernement Chávez a pris le contrôle de l'industrie pétrolière, il y a dix ans. Ils bénéficient même d'une mesure coûteuse pour le gouvernement : n'importe qui avec une carte de crédit (ce qui exclut les pauvres et les millions de personnes qui travaillent) a droit à 3000 \$ par an à un taux de change subventionné. Ils peuvent ensuite vendre ces dollars à 6 fois le prix qu'ils ont payé, ce qui équivaut à une subvention annuelle de plusieurs milliards de dollars pour les privilégiés - mais ce sont eux qui fournissent la base et les troupes de la rébellion.

La nature de classe de cette lutte a toujours été évidente et incontournable, aujourd'hui plus que jamais. En passant devant la foule qui s'est présentée pour les cérémonies du 5 Mars pour marquer l'anniversaire de la mort de Chávez, c'était une marée humaine de Vénézuéliens de la classe ouvrière, des dizaines de milliers d'entre eux. Il n'y avait pas de vêtements de luxe ou de chaussures à \$300. Quel contraste avec les masses mécontentes de *Los Palos Grandes*, avec leurs Jeeps *Grand Cherokee* à \$40 000 affichant le slogan du moment : **SOS VENEZUELA**.

Quand il s'agit du Venezuela, John Kerry sait de quel côté de la guerre de classe il se situe. La semaine dernière, alors que je quittais la ville, le secrétaire d'État des États-Unis a redoublé de violence dans sa rhétorique contre le gouvernement, accusant le président Nicolás Maduro de mener une « campagne de terreur contre son propre peuple ». Kerry a également menacé d'invoquer la Charte démocratique interaméricaine de l'OEA contre le Venezuela, ainsi que des sanctions.

Brandissant la Charte démocratique contre le Venezuela est un peu comme menacer Vladimir Poutine avec un vote parrainé par l'ONU sur la sécession en Crimée. Peut-être que Kerry ne l'a pas remarqué, mais quelques jours avant ses menaces, l'OEA s'est saisi d'une résolution que Washington a présenté contre le Venezuela en l'a retourné contre lui, en déclarant « la solidarité » de l'organisme régional avec le gouvernement de Maduro. Vingt-neuf pays l'ont approuvé, seuls les gouvernements de droite de Panama et le Canada se sont rangés du côté des États-Unis.

L'article 21 de la Charte démocratique de l'OEA s'applique à l'« interruption inconstitutionnelle de l'ordre démocratique d'un Etat membre » (comme le coup d'état militaire de 2009 au Honduras que Washington a contribué à légitimer, ou le coup d'État militaire de 2002 au Venezuela, appuyé encore plus par le gouvernement des États-Unis). Compte tenu de son récent vote, l'OEA serait plus susceptible d'invoquer la Charte démocratique contre le gouvernement américain pour ses meurtres sans procès de citoyens américains par drones que de condamner le Venezuela.

La rhétorique de Kerry sur la « campagne de terreur » est également déconnectée de la réalité, et de façon prévisible a provoqué une réaction équivalente du ministre des Affaires étrangères du Venezuela, qui a qualifié Kerry d'« assassin ». Voici la vérité sur ces accusations de Kerry : depuis que les manifestations au Venezuela ont commencé, il semble que plus de gens ont été tués par des manifestants que par les forces de sécurité. Selon les décès signalés par le CEPR le mois dernier, en plus de ceux tués pour avoir tenté de démonter des barricades, environ sept ont apparemment été tués par des obstacles installés par les manifestants - dont un motard décapité par un fil tendu à travers la route - et cinq officiers de la Garde nationale ont été tués.

Quant à la violence de la répression, au moins trois personnes semblent avoir été tués par la Garde nationale ou d'autres forces de sécurité – dont deux manifestants et un militant pro-gouvernemental. Certains blâment le gouvernement pour trois meurtres supplémentaires par des civils armés ; dans un pays avec une moyenne de plus de 65 homicides par jour, il est tout à fait possible de ces gens aient agi de leur propre chef.

21 membres des forces de sécurité sont en état d'arrestation pour abus, y compris pour certains des meurtres. Il n'y a pas de « campagne de terreur ».

Dans le même temps, il est difficile de trouver une dénonciation sérieuse de la violence des principaux dirigeants de l'opposition. Les sondages indiquent que les protestations sont très impopulaires au Venezuela, même si elles font beaucoup mieux à l'étranger où elles sont présentées comme des « manifestations pacifiques » par des gens comme Kerry. Les sondages indiquent également que la majorité des Vénézuéliens voient ces perturbations pour ce qu'elles sont : une tentative de renverser le gouvernement élu.

La politique intérieure de la posture de Kerry est assez simple. D'une part, vous avez le lobby de la droite cubano-américaine en Floride et leurs alliés néo-conservateurs qui réclament à cors et à cris le renversement du gouvernement. A gauche de l'extrême droite, il n'y a... rien. Cette Maison Blanche se soucie très peu de l'Amérique latine, et il n'y a pas de conséquences électorales à faire en sorte que la plupart des gouvernements du continent soient un peu plus dégoûtés de Washington.

Peut-être que Kerry pense que l'économie vénézuélienne va s'effondrer et que cela entraînera quelques Vénézuéliens pas-si-riches dans les rues contre le gouvernement. Mais la situation économique se stabilise - l'inflation a diminué en Février, et le dollar sur le marché noir a fortement baissé à l'annonce que le gouvernement mettait en place un nouveau taux de change, basé sur le marché. Les obligations souveraines du Venezuela ont eu un rendement de 11,5% entre le 11 Février (veille des manifestations) et le 13 Mars, soit le rendement le plus élevé de l'indice du marché Bloomberg en dollars des pays émergents. Les pénuries seront probablement réduites dans les semaines et mois à venir.

Evidemment, c'est justement là le problème principal de l'opposition : la prochaine élection est prévue dans 18 mois, et à ce moment, il est probable que les pénuries économiques et l'inflation qui avaient tellement augmenté au cours des 15 derniers mois auront diminué. L'opposition perdra alors probablement les élections législatives, car elle a perdu toutes les élections de ces 15 dernières années. Et la stratégie insurrectionnelle actuelle n'aide pas sa cause et semble avoir divisé l'opposition et réuni les chavistes.

Le seul endroit où l'opposition semble recueillir un large soutien est Washington.

Mark Weisbrot

Traduction « de Kiev à Caracas, les mêmes stratégies ne produisent pas forcément les mêmes résultats » par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.

»» <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/mar/20/venezuela-revolt-...>